



HAL
open science

Covid 19, une politique désavouée

Isabelle Thireau

► **To cite this version:**

Isabelle Thireau. Covid 19, une politique désavouée. Revue Projet, 2023, Où nous emmène la Chine, 395, pp.21-24. hal-04368683

HAL Id: hal-04368683

<https://hal.science/hal-04368683>

Submitted on 1 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Isabelle Thireau sociologue et sinologue française, membre du Centre d'Études sur la Chine Moderne et contemporaine (EHESS/CNRS/Université Paris Cité), spécialiste de la société chinoise aux XX^e et XXI^e siècles.

Novembre 2022- Covid 19, Une politique désavouée

En novembre 2022, une myriade de manifestations a éclaté en Chine de façon spontanée et inédite. Dénonçant, malgré la répression, la politique Zéro-Covid et la censure gouvernementale, les traces que laissera ce mouvement sont difficiles à anticiper.

Isabelle Thireau

Les mouvements de protestation en Chine ne sont pas chose nouvelle. Il y aurait eu, par exemple, 801 grèves du travail en 2020, 1 093 en 2021. Les protestations de novembre 2022 s'inscrivent donc dans la continuité de ces contestations passées, aussi fragiles et éphémères soient-elles. Elles s'en distinguent aussi, pour deux raisons au moins. D'une part, les manifestations qui ponctuent la fin de l'année 2022, si elles s'organisent autour d'une pluralité de griefs, sont constitutives d'une expérience commune. D'autre part, ces protestations font entendre des critiques directes à l'encontre du gouvernement et du Parti, jusqu'ici peu audibles sur la place publique de la part de membres « ordinaires » de la population.

On le sait, peu après le premier cas de Covid-19 officiellement déclaré à Wuhan, le 27 décembre 2019, le gouvernement chinois a adopté une politique de confinement dans plusieurs villes : Wuhan bien sûr, mais aussi Huangang, Ezhou, Shanghai ou Pékin. Si une cérémonie est organisée en septembre 2020 pour annoncer la fin officielle de l'épidémie, ces confinements ne disparaissent pas complètement. Ils se multiplient même à partir du début de l'année 2022 avec l'irruption du variant Omicron. Le printemps 2022 est ainsi ponctué de mouvements de protestations contre les modalités et les effets de ces confinements dans des villes comme Xi'an ou Wuhan. Ces mouvements acquièrent une visibilité nouvelle lors du confinement imposé, à partir du mois d'avril 2022 et pendant deux mois, à Shanghai, ville emblématique de la modernisation chinoise.

Des habitants filment alors avec leur téléphone le recours à la violence de ceux chargés de mettre en œuvre le confinement ; ils témoignent de leur impuissance à se protéger d'intrusions soudaines dans leurs foyers. Un montage audio de plusieurs témoignages, intitulé « [Voix d'avril](#) » (*Shanghai siyue zhisheng*, 上海四月之声, disponible sur Youtube), dénonce l'impossibilité de sortir pour acheter des médicaments ; le refus des hôpitaux d'accueillir les malades non atteints du virus ; la nécessité de rationner son alimentation au vu des difficultés à être livrés, voire le manque de nourriture auquel certains sont confrontés. Des suicides, impossibles à quantifier, sont rapportés. « *Ce n'est pas le virus qui tue, c'est la faim* », peut-on entendre dans « Voix d'avril ».

Ces confinements successifs apparaissent désormais comme contre-productifs au vu du but visé : protéger les habitants. Non seulement ils mettent la vie de certains en danger, mais ils

empêchent des activités économiques – essentiels notamment à la survie des commerçants et des travailleurs migrants – et diminuent, mois après mois, une épargne durement acquise.

Effet d'entraînement

Les protestations de novembre 2022 ont été précédées de formes de contestation publiques, parfois artistiques : des manifestations de colère, de désespoir ou d'indignation face aux mesures politiques adoptées, mais aussi à l'impossibilité de les critiquer. Des graffiti surgissent ainsi sur des stands de dépistage à Pékin : « *Donnez- moi la liberté ou la mort* ». Un rappeur de Shanghai écrit une chanson intitulée « *Le nouvel esclave* »¹. En mai, plusieurs centaines d'étudiants de l'Université de Pékin réclament la destruction d'un mur métallique séparant leurs dortoirs du reste du campus dans le cadre du confinement imposé. C'est sur fond de ces mouvements très variés qu'interviennent deux événements sans lesquels les protestations de novembre 2022 n'auraient sans doute pas eu lieu, ou auraient revêtu une autre forme.

Le 13 octobre 2022, à la veille du vingtième congrès du Parti communiste chinois, un homme déroule des banderoles sur le pont Sitong à Pékin. On y lit à gauche : « *Nous ne voulons pas de tests Covid mais nous voulons à manger ; nous ne voulons pas de confinement, mais nous voulons la liberté ; nous ne voulons pas de mensonges mais nous voulons la dignité. Nous ne voulons pas de révolution culturelle mais nous voulons des réformes ; nous ne voulons pas de dirigeants [nda : non élus] mais nous nous voulons des élections ; nous ne voulons pas être des esclaves, mais nous voulons être des citoyens.* »

Malgré l'arrestation de « L'homme du pont », son courage est salué par des commentaires et des poèmes.

À droite, la bannière appelle à la grève dans les écoles et sur les lieux de travail, ainsi qu'à la révocation du « dictateur Xi Jinping ». Malgré l'arrestation rapide de l'auteur de ce geste, Peng Lifa, et la censure aussitôt instaurée sur Internet pour prohiber les mots ou les chansons pouvant évoquer l'incident, le courage de « L'homme du pont » est salué par des commentaires et des poèmes. Des graffiti surgissent dans les toilettes publiques qui reprennent ses revendications. Si l'enquête sur les effets de cet événement est encore à venir, les propos visant de manière explicite le Parti et ses dirigeants deviennent plus visibles après cette date, y compris parmi les étudiants chinois à l'étranger.

Le deuxième événement intervient le 24 novembre, peu après que Xi Jinping ait été réélu pour un troisième mandat à la tête du Parti et sur fond de manifestations de colère. Des centaines d'ouvriers de l'usine Foxconn à Zhengzhou (Henan) ont ainsi quitté à pied leur lieu de travail, par crainte d'être contaminé sur les lignes de production – la rumeur dit qu'un dixième des ouvriers (20 000 personnes) serait infecté, et qu'on aurait retrouvé des ouvriers morts dans des dortoirs. Des affrontements ont eu lieu à Canton, où 40 000 nouveaux cas ont été détectés et où un confinement partiel a été instauré dans certains quartiers.

Ce 24 novembre, un incendie se déclare dans un immeuble à Urumqi, dans la province du Xinjiang. Au moins dix personnes périssent. Des manifestations éclatent aussitôt dans la ville pour réclamer la fin du confinement, jugé responsable des difficultés des secours à accéder au site et de l'impossibilité des habitants à quitter leurs appartements. Très vite,

¹ Alexander Boyd, « *Beijing protest Art Reveals Frustration With Zero-Covid Policy* », *China Digital Times*, 24 août 2022.

d'autres manifestations suivent à Shanghai, Pékin, Chengdu et Canton notamment. Le 26 novembre, une étudiante de l'Institut de communication de Nankin proteste en silence en brandissant une feuille blanche, et reste longuement sur place après que celle-ci lui ait été arrachée et avant que d'autres étudiants ne la rejoignent. Ce geste, déjà utilisé pendant les manifestations de 2019-2020 à Hong Kong, signale que la contestation s'oriente désormais de manière explicite vers la censure imposée et l'impossibilité d'exprimer un avis ou d'exercer un contrôle sur les politiques menées. Le 27 novembre, ce sont des étudiants de cinquante-et-une universités qui manifestent.

Contre l'impuissance

La feuille blanche est devenue un symbole partagé, d'où l'appellation de « mouvement de la feuille blanche » ou de « mouvement A4 ». Les femmes, dont certaines n'ont été libérées qu'en avril 2023, y jouent un rôle singulier. Selon les villes, les demandes portent sur la liberté d'expression ou de rassemblement, le respect de la loi, la fin des confinements et des tests obligatoires, la libération des personnes arrêtées. Mais les citoyens revendiquent aussi de pouvoir « *se souvenir de l'histoire* » et d'être débarrassé d'un « *dictateur à vie* ».

Des chansons sont reprises comme moyens d'expression partagés : *L'Internationale*, mais aussi *Urumqi East*, *Si tu ne prends pas l'initiative*, ou, à Canton, une chanson hongkongaise de 1993 qui dit notamment : « *Si tu ne rejoins pas la foule, tiens-toi à nos côtés* ». Des manifestations se déroulent également en dehors des universités. À Shanghai, sur Urumqi Middle Road, des personnes se rassemblent en mémoire des disparus. On peut y entendre des appels comme « *Nous voulons la démocratie et non la dictature* ».

Les inquiétudes sur le plan économique, surtout parmi les revenus les plus bas ou les plus aléatoires, sont au cœur de plusieurs grandes manifestations. Dès le 23 novembre, des affrontements ont lieu à nouveau dans l'usine Foxconn de Zhengzhou, car des primes promises n'auraient pas été versées. Le 27 novembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes se rassemblent à Wuhan pour demander la fin du confinement. Le même jour, à Taiyuan, une femme crie aux policiers qui font face à la foule : « *Vous avez un salaire, mais pas nous !* ».

Ces protestations naissent du sentiment d'impuissance et articulent colère face aux mesures sanitaires adoptées et hostilité face au gouvernement. Elles rassemblent parfois des groupes homogènes (étudiants et étudiantes) ou plus diversifiés (rassemblés par la précarité). Certains prennent la parole au sein de la foule, d'autres regardent à distance tout en commentant. Le 27 novembre, alors qu'on entend dans une manifestation à Pékin « *À bas le Parti communiste !* », un passant commente : « *Moi, tout ce que je dis, c'est que quand il s'agit de sa maison, de sa famille, on doit pouvoir entrer et sortir comme on veut. C'est un droit des gens normaux, non ?* »

Le 7 décembre, confinements et tests quotidiens sont soudain abandonnés, alors que les chiffres continuent à augmenter dans plusieurs villes chinoises et que l'épidémie, de fait, ne peut être endiguée.

Ces manifestations constituent un événement inédit, même s'il est difficile aujourd'hui d'en anticiper les conséquences.

Les protestations de novembre 2022 sont donc plurielles. Elles découlent de l'expérience concrète des confinements imposés comme des émotions suscitées par l'affaire du pont Sitong ou par l'incendie d'Urumqi. En dépit de leur diversité, elles constituent un événement inédit, même s'il est difficile aujourd'hui d'en anticiper les conséquences. En effet, si la pandémie

n'a pas touché toutes les régions de la même manière, épargnant notamment nombre de zones rurales avant novembre 2022, ces protestations naissent d'une expérience largement partagée.

Cette expérience s'est également consolidée à travers les témoignages récurrents des situations rencontrées par autrui en différents points du pays, au gré du déplacement de la pandémie et des formes revêtues par les confinements ; des situations interprétées comme autant de potentialités menaçantes pour chacun. Elle s'accompagne enfin d'une perception immédiate, incarnée, là aussi impossible à démentir, de l'écart existant entre les expériences singulières vécues et les récits officiels et publics.

Le caractère juste et légitime de ces protestations, quelle que soit la diversité des demandes énoncées, a été attesté par l'abandon soudain de la politique Zéro Covid décidée au plus haut sommet de l'État. Un abandon interprété, quelle que soit la rhétorique officielle, comme une reconnaissance du caractère erroné de la politique passée.